



Conseil de sécurité

Distr. générale
24 juillet 2018
Français
Original : anglais

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre au Conseil de sécurité le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la vérification du compte-séquestre créé par la résolution [1958 \(2010\)](#) du Conseil pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017.



Lettres d'envoi

Lettre datée du 30 septembre 2017, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier et des règles de gestion financières de l'Organisation des Nations Unies, les états financiers du compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution [1958 \(2010\)](#) du Conseil de sécurité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, que j'approuve par la présente lettre.

Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Contrôleur pour tous les éléments de caractère significatif.

(Signé) António **Guterres**

**Lettre datée du 24 juillet 2018, adressée au Président du Conseil
de sécurité par le Président du Comité des commissaires
aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le compte-séquestre créé par la résolution [1958 \(2010\)](#) du Conseil de sécurité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) Rajiv Mehrishi

**Rapport du Comité des commissaires aux comptes
sur la vérification du compte-séquestre créé
par la résolution **1958 (2010)** du Conseil de sécurité
pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes .	5
II. Certification des états financiers	8
III. États financiers	9
I. État de la situation financière au 30 juin 2017	9
II. État des résultats financiers pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2017.	10
III. État des variations de l'actif net pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2017 . . .	11
IV. État des flux de trésorerie pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2017	12

I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Opinion

Nous avons vérifié les états financiers du compte-séquestre créé par la résolution 1958 (2010) du Conseil de sécurité, qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 30 juin 2017, l'état des résultats financiers (état II), l'état des variations de l'actif net (état III) et l'état des flux de trésorerie (état IV) pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris un récapitulatif des principales conventions comptables.

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière du compte-séquestre au 30 juin 2017, ainsi que de ses résultats financiers et flux de trésorerie pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

Base de notre opinion

Nous avons procédé à l'audit conformément aux Normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées à la section « Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants du compte-séquestre, conformément aux règles déontologiques qui s'appliquent à l'audit des états financiers, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect de ces règles. Nous estimons que les éléments que nous avons réunis à l'occasion de notre audit sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion.

Observation : liquidation

Nous appelons l'attention sur les paragraphes 12, 13, 14 et 15 des notes relatives aux états financiers, dans lesquels il est indiqué que les états financiers ont été établis sur une base de liquidation, le compte-séquestre ayant été clôturé au 30 juin 2017. Cela ne nous a cependant pas amenés à modifier notre opinion.

Informations autres que les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes

Les autres informations présentées dans le présent rapport ont été établies par le Secrétaire général et comprennent le rapport financier pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, mais non les états financiers ni le rapport des commissaires aux comptes à proprement parler. Le compte-séquestre n'a pas établi de rapport financier pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017.

Notre opinion sur les états financiers ne porte pas sur ces autres informations et nous ne formulons aucune expression d'assurance à leur égard.

Responsabilités de la direction et des organes de gouvernance en matière d'états financiers

Il incombe au Secrétaire général d'établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, qui présentent une image fidèle de la situation du compte-séquestre, et d'exercer le contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre d'établir des états exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Lors de l'établissement des états financiers, le Secrétaire général est tenu d'évaluer la capacité du compte-séquestre de poursuivre ses activités, de rendre compte, le cas échéant, des éléments touchant la continuité des activités et de considérer que le compte-séquestre poursuivra ses activités, à moins qu'il n'ait l'intention de procéder à sa liquidation ou de mettre fin à ses activités ou n'ait pas d'autre solution à sa portée.

Les organes de gouvernance sont tenus de superviser la procédure d'information financière du compte-séquestre.

Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, et de publier un rapport dans lequel nous faisons part de notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé ; elle ne garantit cependant pas qu'un audit mené conformément aux Normes internationales d'audit permette de déceler systématiquement les anomalies significatives. Les anomalies peuvent tenir à la fraude ou à l'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prendront sur la base des états financiers.

Dans le respect des Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et un esprit critique tout au long de l'audit. Nous menons également les activités suivantes :

- Nous décelons et évaluons les risques que pourrait poser la présence d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur, nous concevons et appliquons des procédures d'audit adaptées à ces risques et nous réunissons des éléments à l'occasion de notre audit qui sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion. Le risque de ne pas déceler une inexactitude significative découlant d'une fraude est plus élevé que celui de ne pas déceler une inexactitude résultant d'une erreur, car la fraude peut recouvrir des actes de collusion ou de falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le non-respect des procédures de contrôle interne ;
- Nous évaluons les contrôles internes exercés par le compte-séquestre afin de concevoir des procédures d'audit appropriées, mais notre intention n'est pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles ;
- Nous évaluons les conventions comptables suivies et les estimations faites par le Secrétaire général, de même que l'information dont il fait état ;
- Nous évaluons la présentation générale, la structure et la teneur des états financiers et des informations qui les accompagnent ; nous évaluons aussi si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents avec fidélité.

Nous communiquons avec les organes de gouvernance concernant, entre autres points, l'étendue et le calendrier de l'audit et les principales constatations, notamment les insuffisances significatives concernant les contrôles internes que nous pourrions avoir décelées dans le cadre de nos activités.

Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires

Nous estimons en outre que les opérations comptables du compte-séquestre qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de

notre audit ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière, nous avons également examiné les aspects liés à la gestion et nous avons conclu qu'il n'y avait pas de problèmes significatifs sur lesquels appeler l'attention du Conseil de sécurité. Nous n'avons donc pas établi de rapport détaillé sur notre audit.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de l'Inde,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Auditeur principal)
(Signé) Rajiv **Mehrishi**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de la République-Unie de Tanzanie
(Signé) Mussa Juma **Assad**

Le Président de la Cour des comptes fédérale
de l'Allemagne
(Signé) Kay **Scheller**

24 juillet 2018

II. Certification des états financiers

Lettre datée du 30 septembre 2017, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par la Sous-Secrétaire générale et Contrôleuse

Les états financiers du compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution [1958 \(2010\)](#) du Conseil de sécurité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.1.

Les principales conventions comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières découlant de la résolution [1958 \(2010\)](#) du Conseil entreprises par le compte-séquestre au cours de la période considérée, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à IV du compte-séquestre créé par la résolution [1958 \(2010\)](#) du Conseil de sécurité qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

(Signé) Bettina Tucci **Bartsiotas**

III. États financiers

Compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution 1958 (2010) du Conseil de sécurité

I. État de la situation financière au 30 juin 2017

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Notes	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	21 002	42 071
Placements	5 et 6	132 098	110 355
Autres éléments d'actif	7	6	67
Total des actifs courants		153 106	152 493
Actifs non courants		–	–
Total de l'actif		153 106	152 493
Passif			
Passifs courants			
Dettes et autres charges à payer	5 et 8	136 567	21
Avantages du personnel	9	592	510
Total du passif		137 159	531
Réserve de liquidation	10	171	–
Total net de l'actif, du passif et de la réserve de liquidation		15 776	151 962
Actif net			
Excédents cumulés	11	15 776	151 962
Total de l'actif net		15 776	151 962

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution 1958 (2010)
du Conseil de sécurité**

**II. État des résultats financiers pour la période allant du 1^{er} janvier
au 30 juin 2017**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Notes</i>	<i>2017</i>	<i>2016^a</i>
Produits			
Produit des placements	5	949	1 081
Produits divers		43	—
Total des produits		992	1 081
Charges			
Traitements, indemnités et autres prestations		531	612
Frais de fonctionnement divers		60	45
Transfert au Gouvernement iraquien	8	136 525	—
Total des charges	12	137 116	657
Excédent/(déficit) pour l'année		(136 124)	424

^a Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution 1958 (2010)
du Conseil de sécurité**

**III. État des variations de l'actif net pour la période allant du 1^{er} janvier
au 30 juin 2017**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Notes</i>	<i>Total</i>
Actif net au 1^{er} janvier 2016		151 545
Variation de l'actif net		
Engagements au titre des avantages du personnel : pertes actuarielles		(7)
Excédent pour l'année terminée le 31 décembre 2016		424
Actif net au 31 décembre 2016		151 962
Variation de l'actif net		
Engagements au titre des avantages du personnel : pertes actuarielles	9	(62)
Déficit pour la période terminée le 30 juin 2017		(136 124)
Actif net au 30 juin 2017		15 776

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers

**Compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution 1958 (2010)
du Conseil de sécurité**

**IV. État des flux de trésorerie pour la période allant du 1^{er} janvier
au 30 juin 2017**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Notes	2017	2016 ^a
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
Excédent/(déficit) pour l'année		(136 124)	424
<i>Variations de l'actif</i>			
Diminution des autres éléments d'actif		61	–
<i>Variations du passif</i>			
Augmentation des dettes et charges à payer		136 546	6
Augmentation des engagements au titre des avantages du personnel (hors pertes actuarielles)		20	59
Provision pour réserve de liquidation		171	–
Revenus des placements présentés parmi les activités d'investissement		(949)	(1 081)
Flux nets de trésorerie utilisés pour le fonctionnement		(275)	(592)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Placements dans/(prélèvements sur) le fonds principal de gestion centralisée des liquidités (montant net)		(21 743)	16 888
Produit des placements		887	1 550 ^b
Plus-values/(moins-values) latentes		62	(469) ^b
Flux nets de trésorerie (utilisés pour)/provenant des activités d'investissement		(20 794)	17 969
(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(21 069)	17 377
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année		42 071	24 694
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année	5	21 002	42 071

^a Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

^b Chiffres retraités pour se conformer à la nouvelle présentation.

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

**Compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution 1958 (2010)
du Conseil de sécurité**
Notes relatives aux états financiers

Note 1

Entité présentant l'information financière

L'Organisation des Nations Unies et ses activités

1. L'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale fondée en 1945, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. La Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945, est entrée en vigueur le 24 octobre 1945. Elle définit les principaux objectifs de l'Organisation comme suit :

- a) Maintenir la paix et la sécurité internationales ;
- b) Favoriser le progrès et le développement dans l'ordre économique et social au niveau mondial ;
- c) Assurer le respect universel des droits de l'homme ;
- d) Administrer la justice internationale et veiller au respect du droit international.

2. Ces objectifs sont mis en œuvre par les principaux organes de l'Organisation :

- a) L'Assemblée générale, qui se consacre à des problèmes politiques, économiques et sociaux très divers, ainsi qu'aux aspects financiers et administratifs de l'Organisation ;

- b) Le Conseil de sécurité est chargé de divers aspects du maintien et du rétablissement de la paix, intervenant notamment pour régler des conflits, rétablir la démocratie, favoriser le désarmement, apporter une assistance électorale, faciliter la consolidation de la paix après les conflits, mener des activités humanitaires pour assurer la survie de groupes n'ayant pas de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires et veiller à ce que les personnes responsables de graves violations du droit international humanitaire soient poursuivies en justice ;

- c) Le Conseil économique et social a des attributions particulières en matière de développement économique et social et joue notamment un rôle de premier plan en encadrant l'action menée par les autres organismes des Nations Unies pour faire face aux problèmes internationaux d'ordre économique, social et sanitaire ;

- d) La Cour internationale de Justice est compétente pour connaître des différends entre les États Membres qui lui sont soumis aux fins de rendre un avis consultatif ou un arrêt ayant force obligatoire.

3. L'Organisation a son siège à New York et des offices à Genève, Nairobi et Vienne, ainsi que des missions de maintien de la paix et des missions politiques, des commissions régionales, des tribunaux, des instituts de formation et des centres d'information ou autres dans le monde entier.

*Compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution 1958 (2010)
du Conseil de sécurité*

4. Les présents états financiers portent sur le compte-séquestre des Nations Unies créé par la résolution 1958 (2010) du Conseil de sécurité.

5. Dans cette résolution, le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour mettre fin aux activités restantes du programme Pétrole contre nourriture. Il a autorisé le Secrétaire général à ouvrir un compte-séquestre et à faire en sorte que 20,0 millions de dollars soient conservés dans

le compte-séquestre jusqu'au 31 décembre 2016 aux seules fins de couvrir les dépenses de l'Organisation des Nations Unies correspondant à la liquidation en bon ordre du programme, y compris l'appui prêté par l'Organisation aux enquêtes et aux délibérations des États Membres, ainsi que les dépenses du Bureau du Coordonnateur de haut niveau créé par la résolution 1284 (1999) du Conseil.

6. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité a autorisé le Secrétaire général à faire en sorte que 131,0 millions de dollars soient conservés dans le compte-séquestre aux fins d'assurer pendant une période de six ans une indemnisation appropriée à l'Organisation des Nations Unies, à ses représentants, à ses agents et à ses contractants privés pour toutes activités menées dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture depuis la création de celui-ci.

7. En outre, le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de faire virer au Gouvernement iraquien l'intégralité du solde du compte-séquestre le 31 décembre 2016 au plus tard. Dans sa résolution 2335 (2016), le Conseil a demandé que les fonds se trouvant dans les comptes séquestres soient conservés jusqu'au 30 juin 2017, date à laquelle les soldes de ces comptes devraient être transférés au Gouvernement iraquien, et qu'un rapport final lui soit présenté trois mois après ce transfert.

8. Au 29 juin 2017, le Gouvernement iraquien avait satisfait à l'ensemble des obligations imposées par la résolution 1958 (2010). En conséquence, le compte-séquestre a été clôturé le 30 juin 2017, tous les soldes restants devant être transférés au Gouvernement iraquien.

9. En ce qui concerne la présentation d'états financiers, le compte-séquestre est considéré comme une entité autonome qui ne contrôle ni n'est contrôlée par une quelconque entité de l'Organisation présentant elle aussi des états financiers. En raison du caractère particulier des procédures de gouvernance et des procédures budgétaires de chacune des entités comptables de l'Organisation, celles-ci ne sont pas soumises à un contrôle commun aux fins de la présentation de l'information conformément aux normes IPSAS. Le compte-séquestre n'a aucune participation dans des entreprises associées ou des coentreprises.

10. Les transactions du compte-séquestre sont gérées par le Secrétariat au Siège de l'Organisation.

Note 2

Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers

Référentiel comptable

11. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les états financiers ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Les conventions comptables récapitulées dans la note 3 ont été appliquées de façon uniforme aux fins de leur établissement et de leur présentation. Conformément aux prescriptions des normes IPSAS, les états financiers, qui donnent une image fidèle de l'actif, du passif, des produits et des charges associés au compte-séquestre, se composent comme suit :

- a) État I : situation financière ;
- b) État II : résultats financiers ;
- c) État III : variations de l'actif net ;
- d) État IV : flux de trésorerie ;
- e) Un récapitulatif des principales conventions comptables et des notes explicatives.

Étant donné que le budget du compte-séquestre n'est pas rendu public, il n'est pas présenté d'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs.

12. Le compte-séquestre ayant été clôturé au 30 juin 2017 (voir le paragraphe 8 ci-dessus), les présents états sont les derniers états financiers du compte-séquestre et portent sur la période de six mois allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017.

Méthode comptable

13. Le compte-séquestre ayant été clôturé au 30 juin 2017, les états financiers ont été établis sur la base d'une liquidation. L'Administration n'a connaissance d'aucun fait, d'aucune condition ni d'aucun événement de nature à compromettre la clôture normale du compte-séquestre et la restitution des soldes restants.

14. Étant donné que le compte-séquestre sera entièrement liquidé au 30 septembre 2017, tous les éléments d'actif et de passif, y compris le montant total des placements dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités et celui des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi, apparaissent respectivement sous les rubriques Actifs courants et Passifs courants. Les soldes inscrits à l'état de la situation financière correspondent à la juste valeur.

Plan de liquidation

15. Tous les éléments d'actif et de passif au 30 juin 2017 seront liquidés d'ici au 30 septembre 2017. Une réserve de liquidation a été constituée aux fins du paiement des traitements du personnel et du règlement des engagements au titre des avantages acquis par le personnel pendant la période allant de juillet à septembre 2017 ainsi que du paiement des frais d'audit des présents états financiers (voir note 10). Les sommes restantes seront restituées au Gouvernement iraquien.

Autorisation de la publication des états financiers

16. Les états financiers sont certifiés par le Contrôleur de l'Organisation des Nations Unies et approuvés par le Secrétaire général. Celui-ci, en application de la résolution 1958 (2010) du Conseil de sécurité, communique les états financiers au Comité des commissaires aux comptes. Les rapports du Comité doivent être transmis au Conseil, en même temps que les états financiers vérifiés.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

17. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation de l'information financière du compte-séquestre de l'ONU. Les états financiers sont établis en milliers de dollars.

18. Les montants des opérations effectuées en monnaie étrangère sont convertis en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération. Ce taux est très proche des taux de change au comptant en vigueur à la date des opérations. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis (c'est-à-dire autres que la monnaie de fonctionnement de l'entité présentant l'information financière) est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la fin de l'année. Lorsqu'elle est établie selon la méthode du coût historique ou de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la date de l'opération s'y rapportant ou à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

19. Le montant net des gains et pertes de change résultant du règlement d'opérations en monnaie étrangère et de la conversion de la valeur d'actifs et de passifs monétaires

libellés en monnaie étrangère au taux de change en vigueur à la fin de l'année est porté dans l'état des résultats financiers.

*Principe de l'importance relative et recours à des appréciations
et à des estimations*

20. L'importance réelle est un principe essentiel qui régit l'établissement et la présentation des états financiers du compte-séquestre. Ce principe guide de manière systématique les décisions comptables relatives à la présentation, à la communication, à l'agrégation et à la compensation des éléments. De façon générale, un élément est considéré important si le fait de l'omettre ou d'en tenir compte influe sur les conclusions ou les décisions des utilisateurs des états financiers.

21. Pour établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, on s'est appuyé sur des estimations, des appréciations et des hypothèses concernant le choix et l'application des conventions comptables et le montant constaté pour certains éléments d'actif et de passif, certains produits et certaines charges. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont revues périodiquement jusqu'à la date de publication des états financiers définitifs, à savoir le 30 septembre 2017.

Note 3

Principales conventions comptables

Liquidation

22. Compte tenu des dispositions de la résolution 1958 (2010), l'Administration a établi les états financiers du compte-séquestre en partant du principe que celui-ci serait liquidé au 30 juin 2017. Sur cette base, les actifs sont évalués et présentés à leur valeur nette de réalisation, qui correspond au montant devant en principe être recouvré lors de la liquidation ou de la cession. Les passifs sont constatés à leur valeur de liquidation estimée. On a tenu compte, sur une base estimative, des dépenses qui seraient engagées pendant la période de liquidation.

Classement des actifs financiers

23. Les actifs financiers du compte-séquestre sont classés dans l'une des catégories visées ci-après au moment de leur comptabilisation initiale ; ce classement est réévalué à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont classés essentiellement en fonction du but pour lequel ils ont été acquis :

<i>Classement</i>	<i>Actifs financiers</i>
Juste valeur avec contrepartie en résultat	Placements dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités
Prêts et créances	Trésorerie et équivalents de trésorerie, créances

24. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ceux qui entrent dans la catégorie des prêts et créances sont initialement constatés à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers le sont à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'Organisation devient partie aux dispositions contractuelles qui les régissent.

25. La valeur des actifs détenus dans d'autres monnaies est convertie en dollars des États-Unis aux taux de change opérationnels de l'ONU en vigueur à la date de clôture,

le montant net des gains ou pertes étant porté en excédent ou déficit dans l'état des résultats financiers.

26. Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale, sont détenus à des fins de transaction ou sont acquis essentiellement pour être cédés à court terme. Ils sont constatés à la juste valeur à chaque date de clôture, et tous gains ou pertes résultant des variations de cette valeur sont présentés dans l'état des résultats financiers de la période durant laquelle ils se produisent.

27. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés *prorata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif de l'actif financier considéré.

28. Les actifs financiers sont évalués à chaque date de clôture des comptes pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, par exemple une défaillance ou un retard de paiement de la contrepartie ou une réduction permanente de la valeur de l'actif. Les dépréciations sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers de l'année durant laquelle elles se produisent. Les actifs financiers cessent d'être comptabilisés au moment de l'expiration ou de la cession des droits à des flux de trésorerie, lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la possession de ces instruments a été transférée.

29. Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsque le compte-séquestre est juridiquement tenu de compenser les montants comptabilisés et qu'il est prévu soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

*Placements dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités
(actifs financiers)*

30. La Trésorerie de l'Organisation investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat et d'autres participants. La participation à ces fonds suppose de partager les risques et le rendement des placements avec les autres participants. Les ressources étant combinées et investies en commun, chaque participant est exposé au risque général du portefeuille des placements à hauteur des liquidités investies. Les placements des fonds de gestion étant par nature liquides, le compte-séquestre a l'assurance de récupérer la part qui lui revient.

Trésorerie et équivalents de trésorerie (actifs financiers)

31. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les espèces en caisse et les fonds en banque, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Créances (actifs financiers)

32. Les créances comprennent les sommes à recevoir pour les biens ou services fournis à d'autres entités et les sommes à recevoir du personnel. Les créances sur d'autres entités des Nations Unies présentant des états financiers entrent également dans cette catégorie. Les créances font l'objet d'un examen particulier et une provision pour créances douteuses est constituée en fonction de la possibilité de les recouvrer et de leur ancienneté.

Autres éléments d'actif

33. Les autres éléments d'actif comprennent les charges payées d'avance qui sont inscrites à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la fourniture des services considérés par l'autre partie, après quoi une charge est constatée.

Passifs financiers

34. Les passifs financiers du compte-séquestre sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers et comprennent les dettes et les charges à payer. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis évalués à leur coût amorti. Ceux contractés pour une durée inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale. Le classement des passifs financiers est réévalué à chaque date de clôture des comptes et on cesse de comptabiliser ces éléments lorsque les obligations contractuelles y relatives sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré.

35. Les autres dettes et charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Elles sont constatées au montant facturé minoré des remises consenties à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

Avantages du personnel

36. On entend par « personnel » les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles promulguées par l'Assemblée générale en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte. Les avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

Avantages à court terme du personnel

37. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'année où les services y ouvrant droit ont pris fin. Ils comprennent les prestations périodiques mensuelles (traitements, prestations et avantages) et le remboursement d'impôts accordés, en fonction des services fournis, au personnel employé durant la période considérée. Les soldes significatifs qui sont acquis mais n'ont pas encore été payés sont assimilés à des passifs courants et comptabilisés de la sorte dans l'état de la situation financière.

Avantages postérieurs à l'emploi

38. Outre les pensions servies par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, les avantages postérieurs à l'emploi comprennent l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement après la cessation de service et les paiements au titre des jours de congé annuel accumulés, qui sont considérés comme des régimes de prévoyance à prestations définies.

Régimes à prestations définies

39. Dans les régimes à prestations définies, les risques actuariels incombent au compte-séquestre du fait qu'il est tenu de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers de l'année où elles se produisent. On a choisi de constater directement dans l'état des variations de l'actif

net les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. À la fin de la période considérée, le compte-séquestre ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 25 (Avantages du personnel).

40. Les engagements au titre des prestations définies sont calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs paiements au moyen du taux d'intérêt d'obligations de sociétés de premier rang ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

Assurance maladie après la cessation de service

41. L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des frais médicaux nécessaires engagés par les anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions requises et les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un plan d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies à condition de remplir certaines conditions, dont 10 ans d'affiliation à un plan d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et cinq ans d'affiliation pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service représentent la valeur actualisée de la part revenant au compte séquestre dans les frais d'assurance maladie des retraités et les droits à prestations acquis par les fonctionnaires en activité. L'évaluation de ces engagements consiste notamment à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels du compte-séquestre. Ainsi, les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements et une partie des primes des fonctionnaires en activité en est également déduite pour parvenir au montant de ces engagements résiduels, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale.

Prestations liées au rapatriement

42. À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le fonctionnaire commence à travailler pour le compte-séquestre et il est comptabilisé à la valeur actualisée du montant estimé nécessaire pour régler les droits à prestations.

Congé annuel

43. Les engagements au titre des congés annuels se rapportent aux jours de congé rémunérés non pris qui ouvrent droit au règlement pécuniaire du reliquat accumulé à la cessation de service. L'ONU comptabilise au passif, dans l'état de la situation financière, la valeur actuarielle totale des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires à la date de clôture des comptes, jusqu'à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). Les engagements sont calculés en appliquant la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits au congé pour la période considérée avant le congé accumulé se rapportant à des périodes antérieures. De fait, le règlement des prestations au titre des jours de congé accumulés est prévu plus de 12 mois après la période à laquelle se rapportent ces prestations et, d'une manière générale, on constate une augmentation des jours de congé annuel accumulés, ce qui signifie que les véritables engagements de l'Organisation se traduisent par le règlement pécuniaire des jours de congé annuel

accumulés à la cessation de service. Les prestations au titre du congé annuel accumulé dues à la cessation de service entraînant des décaissements sont donc considérées comme d'« autres avantages à long terme ». Il convient de noter que la portion des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire dans les 12 mois suivant la période considérée est comptabilisée parmi les passifs courants. Conformément à la norme IPSAS 25 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être comptabilisés comme des avantages postérieurs à l'emploi. Par conséquent, l'ONU comptabilise les prestations au titre des congés annuels accumulés comme un régime à prestations définies soumis à évaluation actuarielle.

Régime de retraite : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

44. Le compte-séquestre est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeurs à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

45. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. Comme les autres organisations affiliées, le compte-séquestre est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 25. Les cotisations versées à la Caisse au titre du compte-séquestre pendant l'exercice budgétaire sont constatées comme charges au titre des avantages du personnel dans l'état des résultats financiers.

Indemnités de fin de contrat de travail

46. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque le compte-séquestre est manifestement tenu, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Comme le personnel du compte-séquestre continue de faire partie de l'Organisation, aucune indemnité de fin de contrat de travail n'a été inscrite au passif.

Autres avantages à long terme du personnel

47. Les autres avantages à long terme désignent les prestations ou fractions de prestations qui ne sont pas dues dans les 12 mois qui suivent la fin de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services ouvrant droit à ces avantages. Comme le personnel du compte-séquestre était en service trois mois après la date de clôture du compte, aucun engagement à ce titre n'a été comptabilisé.

Produit des placements

48. Le produit des placements comprend la part des produits nets du fonds principal de gestion centralisée des liquidités et d'autres intérêts créditeurs qui reviennent au compte-séquestre. Le montant net des produits du fonds principal de gestion

centralisée des liquidités s'obtient après prise en considération des plus-values et moins-values sur cession de placements, qui représentent la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable. Après déduction des coûts de transaction qui sont directement imputables aux activités de placement, le montant net des produits est réparti au prorata entre tous les participants au fonds principal, en fonction de leurs soldes quotidiens. Les produits du fonds sont également fonction des plus-values et moins-values latentes sur les titres, qui sont réparties au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes en fin d'année.

Charges

49. Une charge désigne une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de l'année, sous la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs, ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net ; elle est constatée selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont vendus ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement.

50. Les traitements englobent les traitements à proprement parler ainsi que les indemnités de poste et les contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et prestations comprennent les autres avantages, dont notamment les prestations de retraite et d'assurance et les primes d'affectation, de rapatriement et de sujétion. Les services contractuels correspondent aux services de consultants et les autres charges de fonctionnement comprennent les frais d'entretien, le coût des services de sécurité, les frais de location, les frais d'assurance, les provisions pour créances douteuses et les montants comptabilisés en pertes.

Note 4

Information sectorielle

51. Le compte-séquestre se compose de deux fonds : un fonds d'administration pour la liquidation des activités restantes du programme Pétrole contre nourriture et un fonds d'indemnisation de l'ONU (voir par. 5 et 6).

Produits, charges, actifs et passifs sectoriels

État de la situation financière au 30 juin 2017, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'administration</i>	<i>Fonds d'indemnisation</i>	<i>Total</i>
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 063	18 939	21 002
Placements	12 980	119 118	132 098
Autres éléments d'actif	6	–	6
Total de l'actif	15 049	138 057	153 106
Passif			
Dettes diverses	42	136 525	136 567
Engagements au titre des avantages du personnel	592	–	592
Total du passif	634	136 525	137 159
Réserve de liquidation	171	–	171

	<i>Fonds d'administration</i>	<i>Fonds d'indemnisation</i>	<i>Total</i>
Total net de l'actif, du passif et de la réserve de liquidation	14 244	1 532	15 776
Soldes des fonds et réserves			
Excédent cumulé	14 244	1 532	15 776
Total de l'actif net	14 244	1 532	15 776

**État des résultats financiers pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017,
par secteur**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'administration</i>	<i>Fonds d'indemnisation</i>	<i>Total</i>
Produits			
Intérêts créditeurs	95	854	949
Produits divers	4	39	43
Total des produits	99	893	992
Charges			
Restitution au Gouvernement iraquien	—	136 525	136 525
Traitements, indemnités et prestations	531	—	531
Autres charges de fonctionnement	60	—	60
Total des charges sectorielles	591	136 525	137 116
Excédent/(déficit) pour l'année	(492)	(135 632)	(136 124)

État de la situation financière au 31 décembre 2016, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'administration</i>	<i>Fonds d'indemnisation</i>	<i>Total</i>
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 213	37 858	42 071
Placements	11 049	99 306	110 355
Autres éléments d'actif	67	—	67
Total de l'actif	15 329	137 164	152 493
Passif			
Dettes diverses	21	—	21
Engagements au titre des avantages du personnel	510	—	510
Total du passif	531	—	531
Actif net	14 798	137 164	151 962

	Fonds d'administration	Fonds d'indemnisation	Total
Soldes des fonds et réserves			
Excédent cumulé	14 798	137 164	151 962
Total des soldes des fonds et des réserves	14 798	137 164	151 962

État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2016, par secteur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds d'administration	Fonds d'indemnisation	Total
Produits			
Intérêts créditeurs	112	969	1 081
Total des produits	112	969	1 081
Traitements, indemnités et prestations	612	–	612
Autres charges de fonctionnement	45	–	45
Total des charges sectorielles	657	–	657
Excédent/(déficit) pour l'année	(545)	969	424

Note 5

Instruments financiers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs financiers		
Juste valeur avec contrepartie en résultat		
Placements – fonds principal de gestion centralisée des liquidités	132 098	110 355
Total de la juste valeur avec contrepartie en résultat	132 098	110 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie – fonds principal de gestion centralisée des liquidités	21 002	42 071
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	21 002	42 071
Total des actifs financiers (valeur comptable)	153 100	152 426
Montant afférent aux actifs financiers placés dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités	153 100	152 426
Passifs financiers		
Dettes et charges à payer diverses	136 567	21
Total des passifs financiers (valeur comptable)	136 567	21
État récapitulatif des produits des placements		
Produits des placements	887	1 550 ^a

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Plus-values/(moins-values) latentes	62	(469) ^a
Produits des placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	949	1 081

^a Chiffres retraités pour se conformer à la nouvelle présentation.

Note 6

Gestion du risque financier et fonds principal de gestion centralisée des liquidités

52. Outre la trésorerie et les équivalents de trésorerie qu'il détient directement, le compte-séquestre participe au fonds principal de gestion centralisée des liquidités administré par l'ONU. Ce fonds comprend les soldes des comptes bancaires d'opérations dans diverses monnaies et les placements en dollars des États-Unis.

53. Le regroupement a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque, grâce aux économies d'échelle et à la possibilité de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux. La répartition des éléments composant les fonds (trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et placements à long terme) et celle des recettes sont proportionnelles à la part du capital revenant à chaque entité participante.

54. Au 30 juin 2017, le fonds principal de gestion centralisée des liquidités détenait des actifs d'une valeur totale de 7 527,7 millions de dollars (décembre 2016 : 7 220,8 millions de dollars), dont un montant de 153,1 millions de dollars dû au compte-séquestre (décembre 2016 : 152,4 millions de dollars) ; la part des produits revenant à celui-ci s'élevait à 0,9 million de dollars (janvier à décembre 2016 : 1,1 million de dollars).

Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au 30 juin 2017 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Juste valeur avec contrepartie en résultat	
Placements à court terme	4 909 918
Placements à long terme	1 559 034
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat	6 468 951
Prêts et créances	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 032 659
Produits des placements à recevoir	26 076
Total des prêts et créances	1 058 735
Total des actifs financiers (valeur comptable)	7 527 687
Passifs (fonds de gestion centralisée des liquidités)	
Montant dû au compte-séquestre	153 100

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Montant dû aux autres participants	7 374 587
Total du passif	7 527 687
Actif net	–

**Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2017 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Produits des placements	50 805
Plus-values latentes	7 388
Produits des placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	58 193
Gains de change	2 492
Frais bancaires	(405)
Produits opérationnels du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	2 087
Total des produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	60 280

**Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
au 31 décembre 2016 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Juste valeur avec contrepartie en résultat	
Placements à court terme	4 389 616
Placements à long terme	2 125 718
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat	6 515 334
Prêts et créances	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 493 332
Produits des placements à recevoir	24 961
Total des prêts et créances	2 518 293
Total des actifs financiers (valeur comptable)	9 033 627
Passifs (fonds de gestion centralisée des liquidités)	
Montant dû au compte-séquestre	152 426

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Montant dû aux autres participants	8 881 201
Total du passif	9 033 627
Actif net	–

**Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
pour l'année terminée le 31 décembre 2016 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Produits des placements	73 903
Moins-values latentes	(13 474)
Produits des placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	60 429
Pertes de change	(5 105)
Frais bancaires	(646)
Frais de fonctionnement du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	(5 751)
Total des produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	54 678

Gestion du risque financier

55. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques du fonds principal de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

56. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant, pour chaque fonds, un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

57. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

Gestion du risque financier : risque de crédit

58. Les directives pour la gestion des placements prescrivent de suivre en permanence la notation des émetteurs et contreparties. Les placements peuvent comprendre, sans s'y limiter, des dépôts bancaires, des effets de commerce et des titres émis par des entités supranationales, des organismes d'État ou des gouvernements, avec des échéances inférieures ou égales à cinq ans. Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités n'investit ni dans les produits dérivés

tels que les titres adossés à des créances mobilières ou immobilières, ni dans les actions.

59. Les directives pour la gestion des placements prescrivent de ne pas investir dans des titres d'émetteurs dont la note de crédit est insuffisante et fixent un ratio d'emprise maximal pour un émetteur donné. Ces conditions étaient remplies à la date des investissements.

60. Les notes de crédit utilisées sont celles données par les principales agences de notation, Standard & Poor's, Moody's et Fitch pour les obligations et les instruments à intérêts précomptés, et la notation de viabilité de Fitch pour les dépôts à terme. Le tableau ci-dessous indique les notes de crédit telles qu'elles s'établissaient en fin d'année.

Ventilation des placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités, par note de crédit, au 30 juin 2017

Placements	Notes au 30 juin 2017	Notes au 30 juin 2016
Obligations (notes à long terme)	S&P : 30,1 % AAA, 66,1 % AA+/AA/AA- et 3,8 % A+ ; Fitch : 65,8 % AAA, 26,6 % AA+/AA/AA- et 7,6 % A+ ; Moody's : 52,6 % Aaa et 47,4 % Aa1/Aa2/Aa3	S&P : 41,4 % AAA, 41,3 % AA+/AA/AA- et 17,3 % non notées par S&P ; Fitch : 48,2 % AAA, 41,4 % AA+/AA/AA- et 10,4 % non notées par Fitch ; Moody's : 41,4 % Aaa et 58,6 % Aa1/Aa2/Aa3
Effets de commerce (notes à court terme)	Aucune	S&P : 77,0 % A-1+ et 23,0 % A-1 ; Fitch : 53,9 % F1+, 23,0 % F1 et 23,1 % non notés par Fitch ; Moody's : 100 % P-1
Prise en pension de titres (notes à court terme)	S&P : 100,0 % A-1+ ; Fitch : 100,0 % F1+ ; Moody's : 100,0 % P-1	S&P : 100,0 % A-1+ ; Fitch : 100,0 % F1+ ; Moody's : 100,0 % P-1
Dépôts à terme (notation de viabilité de Fitch)	Fitch : 49,2 % aa/aa- et 50,8 % a+/a/a-	Fitch : 39,1 % aa/aa- et 60,9 % a+/a
Certificats de dépôt	S&P : 100,0 % A-1+ ; Fitch : 100,0 % non notés par Fitch ; Moody's : 100,0 % P-1	Aucune

61. La Trésorerie de l'ONU surveille attentivement les cotes de crédit ; étant donné que le fonds principal de gestion centralisée des liquidités a investi dans des titres de qualité, l'administration ne s'attend pas à ce que les émetteurs manquent à leurs obligations, sauf en ce qui concerne les éventuels placements ayant subi une dépréciation.

Gestion du risque financier : risque d'illiquidité

62. Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités est exposé à un risque d'illiquidité, car les participants doivent pouvoir effectuer des retraits à bref délai. Il conserve des disponibilités et des titres négociables en quantités suffisantes pour faire face aux engagements des participants au moment où ils arrivent à échéance. La majeure partie de son encaisse, des équivalents de trésorerie et des placements est disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels. Le risque d'illiquidité du fonds principal de gestion centralisée est donc considéré comme faible.

Gestion du risque financier : risque de taux d'intérêt

63. Les instruments financiers du compte-séquestre portant intérêts sont des placements, des équivalents de trésorerie et des liquidités à taux fixe détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités. À la date de clôture des comptes, les placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités comprenaient principalement des titres à échéance relativement courte, la durée maximale étant de moins de cinq ans (décembre 2016 : cinq ans). La duration moyenne des titres était de 0,70 année (décembre 2016 : 0,71 année), ce qui est considéré comme un indicateur de faible risque.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

64. Comme l'illustre le tableau ci-après, la juste valeur du fonds principal de gestion centralisée des liquidités à la date de clôture des comptes évoluerait si le rendement global des placements variait en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Les placements étant comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, la variation de la juste valeur correspond à une augmentation ou à une diminution de l'excédent ou du déficit et de l'actif net. Le tableau ci-après décrit l'incidence de déplacements vers le haut ou vers le bas de la courbe des rendements pouvant aller jusqu'à 200 points de base (100 points de base = 1 %). Ces déplacements de points de base n'ont toutefois qu'une valeur indicative.

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt

(En millions de dollars des États-Unis)

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	+50	+100	+150	+200
Augmentation/(diminution) de la juste valeur									
30 juin 2017	103,15	77,36	51,57	25,78	–	(25,78)	(51,55)	(77,32)	(103,09)
31 décembre 2016	124,35	93,26	62,17	31,08	–	(31,08)	(62,14)	(93,21)	(124,27)

Autres risques de prix

65. Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités n'est pas exposé à d'autres risques de prix significatifs, car il n'emprunte pas de titres, n'en vend pas à découvert et n'en achète pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur

66. Tous les placements sont comptabilisés à leur juste valeur avec contrepartie en résultat. La valeur nominale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est une approximation de leur juste valeur.

67. Les niveaux de fiabilité des justes valeurs sont établis comme suit :

a) Niveau 1 : cours sur des marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques ;

b) Niveau 2 : éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont obtenus soit directement (cours) soit indirectement (dérivés de cours) pour l'actif ou le passif considéré ;

c) Niveau 3 : éléments d'évaluation de l'actif ou du passif considéré ne reposant pas sur des données de marché observables (éléments non attestés).

68. La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur les cours de marché à la date de clôture des comptes et déterminée par le dépositaire indépendant sur la base d'évaluations de titres obtenues auprès de tierces parties. Un marché est dit actif lorsque les cours sont communiqués rapidement par une bourse, un courtier ou une maison de courtage, une association professionnelle, un service de cotation ou un organisme de réglementation et que ces cours sont déterminés par des opérations se produisant effectivement et régulièrement dans des conditions normales de concurrence. La valeur des actifs financiers composant le fonds principal de gestion centralisée des liquidités est calculée sur la base du cours acheteur.

69. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est calculée au moyen de techniques d'évaluation consistant à tirer le meilleur parti des données de marché observables. Si toutes les données nécessaires pour calculer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2.

70. Le tableau ci-après présente, à la date de clôture des comptes, les justes valeurs des actifs détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités, classées par niveau de fiabilité. Aucun actif financier n'a été classé au niveau 3, il n'y a pas de passif comptabilisé à la juste valeur et il n'a été procédé à aucun transfert significatif d'un niveau à un autre.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur des placements : fonds principal de gestion centralisée des liquidités

(En milliers de dollars des États-Unis)

	30 juin 2017			31 décembre		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat						
Obligations émises par des sociétés	499 529	–	499 529	697 676	–	697 676
Obligations émises par des organismes publics (hors États-Unis)	1 191 278	–	1 191 278	1 903 557	–	1 903 557
Obligations émises par des États (hors États-Unis)	124 816	–	124 816	124 854	–	124 854
Obligations émises par des institutions supranationales	213 833	–	213 833	213 224	–	213 224
Obligations émises par le Trésor des États-Unis	589 482	–	589 482	586 739	–	586 739

	30 juin 2017			31 décembre		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Effets de commerce	–	–	–	149 285	–	149 284
Dépôts à terme/certificats de dépôts	–	3 850 013	3 850 013	–	2 840 000	2 840 000
Total du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	2 618 938	3 850 013	6 468 951	3 675 334	2 840 000	6 515 334

Note 7
Autres éléments d'actif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Avances versées aux fonctionnaires	6	67
Total des autres éléments d'actif	6	67

Note 8
Dettes et autres charges à payer

(En milliers de dollars des États-Unis)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Transfert au Gouvernement iraquien	136 525	–
Sommes dues aux membres du personnel	–	16
Sommes dues aux fournisseurs	42	5
Total des dettes et charges à payer	136 567	21

Note 9
Passifs liés aux avantages du personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Assurance maladie après la cessation de service	392	292
Congés annuels	96	97
Prestations liées au rapatriement	104	111
Total partiel (engagements au titre des prestations définies)	592	500
Congés dans les foyers accumulés	–	10
Total des passifs liés aux avantages du personnel	592	510

71. Les avantages postérieurs à l'emploi sont constitués conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU, et les montants des passifs correspondants sont

calculés par des actuaires indépendants. Il est habituellement procédé tous les deux ans à une évaluation actuarielle. La plus récente a été arrêtée au 31 décembre 2015 et les mêmes hypothèses ont servi à l'évaluation des engagements au 30 juin 2017.

Évaluation actuarielle : hypothèses

72. L'administration examine et sélectionne les hypothèses et les méthodes employées par les actuaires dans l'évaluation de fin d'année pour calculer les charges et les contributions afférentes aux avantages du personnel. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul du montant des passifs liés aux avantages du personnel au 30 juin 2017 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Hypothèses actuarielles

(En pourcentage)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Taux d'actualisation : évaluation au 31 décembre 2015	3,49	3,67	3,73
Taux d'actualisation : report au 30 juin 2017	3,25	3,33	3,39
Inflation : évaluation au 31 décembre 2015	4,0-6,4	2,25	–
Inflation : report au 30 juin 2017	4,0-6,0	2,25	–

73. Les taux d'actualisation sont calculés à partir d'un taux composite pondéré correspondant aux trois monnaies dans lesquelles sont libellés les différents flux de trésorerie, à savoir le dollar des États-Unis (courbe d'actualisation des pensions de Citigroup), l'euro (courbe des rendements des obligations de sociétés) et le franc suisse (courbe des rendements des obligations émises par la Confédération). Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt observée depuis le 31 décembre 2015 pour toutes les échéances dans ces trois catégories, des taux moins élevés ont été retenus pour le report au 30 juin 2017.

74. Le coût des prestations par personne au titre des régimes d'assurance maladie après la cessation de service a été actualisé pour tenir compte de l'évolution récemment observée en ce qui concerne les prestations et affiliations. L'hypothèse retenue pour le taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé tient compte de l'augmentation prévue à court terme des coûts des régimes d'assurance maladie après la cessation de service et de la conjoncture économique. Les hypothèses concernant l'évolution du coût des soins de santé utilisées pour l'évaluation au 31 décembre 2015 étaient les suivantes : taux d'augmentation du coût des soins de santé de 4,0 % par an pour tous les plans d'assurance maladie disponibles ailleurs qu'aux États-Unis et de 6,4 % par an pour tous les autres plans (à l'exception du programme Medicare et des plans d'assurance dentaire proposés aux États-Unis, pour lesquels un taux de 5,9 % et un taux de 4,9 % ont été respectivement utilisés), tombant progressivement à 4,5 % sur une période de neuf ans.

75. Pour l'évaluation des engagements au titre des prestations liées au rapatriement arrêtée au 31 décembre 2015, on a retenu un taux d'inflation des frais de voyage de 2,25 %, compte tenu des projections de l'inflation aux États-Unis au cours des 10 années suivantes.

76. Pour les engagements au titre du reliquat de congés payés, l'hypothèse retenue a été celle d'une augmentation annuelle égale à 10,9 jours les trois premières années

de service, à 1 jour de la quatrième à la huitième année et à 0,5 jour chaque année par la suite, jusqu'à concurrence de 60 jours.

77. Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables et statistiques publiées. Les hypothèses relatives aux augmentations de traitement, aux départs à la retraite, à la liquidation des droits et à la mortalité sont conformes à celles que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies utilise pour sa propre évaluation actuarielle.

Variation des engagements au titre des avantages du personnel (régimes à prestations définies) : du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2017	2016 ^a
Montant net des engagements au titre des avantages du personnel, en début de période	510	444
Coût des services rendus au cours de la période	27	45
Coût financier	9	15
Prestations versées	(6)	(6)
Total des montants nets comptabilisés dans l'état des résultats financiers	30	54
Pertes actuarielles comptabilisées directement dans l'état des variations de l'actif net	62	131
Montant net des engagements au titre des avantages du personnel, en fin de période	602	505
Avantages du personnel accumulés	(10)	5
Total des engagements au titre des avantages du personnel, en fin de période	592	510

^a Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

78. Le montant cumulé des gains et pertes actuariels constaté dans l'état des variations de l'actif net représente une perte nette de 200 000 dollars (2016 : perte nette de 138 000 dollars).

Analyse de la sensibilité à l'évolution des frais médicaux

79. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant de la variation à la hausse ou à la baisse de ce coût, toutes autres hypothèses demeurant constantes ; le taux d'actualisation est la plus importante de ces hypothèses. Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé venait à varier d'un point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Augmentation	Diminution
Incidence d'une variation de 1 point de pourcentage de l'hypothèse tendancielle relative aux dépenses de santé : 30 juin 2017		
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	145	(103)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier	10	(28)
Incidence d'une variation de 1 point de pourcentage de l'hypothèse tendancielle relative aux dépenses de santé : 31 décembre 2015		
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	90	(65)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier	17	(12)

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation

80. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés ou d'État. Les marchés obligataires ont été instables au cours de la période comptable, et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation d'un point de pourcentage de ce taux aurait sur les engagements les incidences indiquées dans le tableau ci-dessous :

Incidence de la variation du taux d'actualisation sur les passifs liés aux avantages du personnel en fin d'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Assurance maladie après la cessation de service	Prestations liées au rapatriement	Congés annuels
Situation au 30 juin 2017			
Hausse de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation	(101)	(10)	(8)
En pourcentage des passifs en fin d'année	(26%)	(10%)	(8%)
Baisse de 1 point du taux d'actualisation	142	11	9
En pourcentage des passifs en fin d'année	36%	11%	9%
Situation au 31 décembre 2015			
Hausse de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation	(63)	(11)	(9)
En pourcentage des passifs en fin d'année	(26%)	(11%)	(9%)
Baisse de 1 point du taux d'actualisation	90	12	11
En pourcentage des passifs en fin d'année	37%	12%	12%

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

81. Les Statuts de la Caisse stipulent que le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les

trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon la méthode des groupes avec entrants. L'évaluation actuarielle a essentiellement pour objectif de déterminer si ses avoirs actuels et le montant estimatif de ses avoirs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

82. Le compte-séquestre est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour les organisations affiliées. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chaque organisation affiliée contribue alors au prorata des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

83. L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2013 a fait apparaître un déficit actuariel de 0,72 % (contre 1,87 % selon l'évaluation de 2011) de la masse des rémunérations considérées aux fins des pensions, ce qui signifie que le taux de cotisation théoriquement nécessaire à cette date pour rétablir l'équilibre actuariel était de 24,42 %, alors que le taux en vigueur était de 23,70 %. La prochaine évaluation actuarielle sera arrêtée au 31 décembre 2017.

84. Au 31 décembre 2013, le taux de couverture des engagements, compte non tenu des ajustements futurs des pensions, était de 127,5 % (130,0 % dans l'évaluation arrêtée en 2011). Le taux de couverture calculé compte tenu des effets du système actuel d'ajustement des pensions était de 91,20 % (86,20 % selon l'évaluation arrêtée en 2011).

85. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2013, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. Qui plus est, la valeur du marché des avoirs dépassait aussi la valeur actuarielle de toutes les obligations à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

86. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements qui peuvent être consultés sur son site Web.

Note 10

Réserve de liquidation

87. La réserve de liquidation a été constituée aux fins du versement des traitements, des indemnités et des prestations dues au personnel de juillet à septembre 2017 et du paiement des frais d'audit des présents états financiers.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>30 June 2017</i>
Réserve constituée au titre du versement des traitements, des indemnités et des prestations, juillet-septembre 2017	151
Frais d'audit pour la vérification des états financiers, 1 ^{er} janvier-30 juin 2017	20
Total de la réserve de liquidation	171

Note 11

Actif net

88. L'actif net, qui s'établissait à 15,8 millions de dollars au 30 juin 2017 (31 décembre 2015 : 151,9 millions de dollars), correspond à l'intérêt résiduel sur les actifs du compte-séquestre après déduction de tous ses passifs et de la réserve de liquidation. Les états financiers portent sur l'ensemble des deux fonds, le fonds d'administration et le fonds d'indemnisation (voir la note 4).

Note 12

Charges

89. Les charges, d'un montant 137,1 millions de dollars, comprennent un montant de 0,6 million de dollars (2016 : 0,7 million de dollars) consacré à l'achèvement des dernières activités du programme Pétrole contre nourriture et un montant de 136,5 millions de dollars (2016 : néant) transféré au Gouvernement iraquien. Comme en 2016, aucune charge n'a été inscrite au titre de l'appui apporté par le Bureau de la Commission d'enquête indépendante aux enquêtes et aux travaux des États Membres.

Note 13

Parties liées

Principaux dirigeants

90. Par principaux dirigeants, on entend les fonctionnaires qui peuvent exercer une influence notable sur le compte-séquestre lors de la prise de décisions financières et opérationnelles, à savoir le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et les fonctionnaires du Département de la gestion du Secrétariat ayant rang de secrétaire général adjoint ou de sous-secrétaire général. Au cours de l'année, les principaux dirigeants ou les membres de leur famille proche n'ont reçu ni rémunération ni autres prestations de la part du compte-séquestre. À la date de clôture des comptes, aucun prêt ni avance prélevés sur le compte-séquestre n'avait été octroyé aux principaux dirigeants.

Note 14

Passifs éventuels et actifs éventuels

91. Le 29 juin 2017, le Gouvernement iraquien a accepté d'indemniser l'ONU ainsi que ses représentants, ses agents et ses vacataires pour toutes les activités menées dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture depuis la création de celui-ci et de renoncer à son droit de les poursuivre ultérieurement. Il n'y a pas d'actifs éventuels.

Note 15

Événements postérieurs à la date de clôture des comptes

92. Les avances, les dettes et les charges à payer, y compris les engagements au titre des avantages du personnel, qui sont comptabilisés dans l'état I ont été entièrement soldés avant le 30 septembre 2017. La réserve de liquidation a été utilisée pour payer les traitements, les indemnités et les prestations pour la période allant de juillet à septembre 2017. La réserve pour frais d'audit est maintenue tant que les frais d'audit n'auront pas été réglés.

93. En sus du transfert de 136,5 millions de dollars comptabilisé dans les états financiers, un montant supplémentaire de 16,2 millions de dollars a été transféré au Gouvernement iraquien avant le 30 septembre 2017, ce qui correspond à un montant total de 152,7 millions de dollars.

Variation de l'actif net pour la période allant du 1^{er} juillet au 30 septembre 2017

(En milliers de dollars des États-Unis)

Actif net, 1^{er} juillet 2017	15 776
Variation de l'actif net	407
Perte latente sur des placements du fonds de gestion centralisée des liquidités : reprise	
Transfert au Gouvernement iraquien	(16 183)
Actif net, 30 septembre 2017	–